

LE " CAPITAL "
DE MARX
AU CŒUR
DES LUTTES
ACTUELLES

DEUXIEME PARTIE

PAUL BOCCARA

Nous publions ici la deuxième partie de l'étude de Paul Boccara sur l'actualité du Capital, « Le Capital de Marx au cœur des luttes actuelles », rédigée à l'occasion du Centenaire de la première édition française du livre I du Capital. Cette étude est parue dans les Cahiers du Communisme d'octobre et de novembre 1972. Notre revue en a publié la première partie, « l'exploitation capitaliste en France, son extension et ses traits récents à la lumière du Capital », dans son numéro de novembre 1972.

Dans cette deuxième partie, l'auteur reprend certaines de ses analyses déjà présentées à nos lecteurs sur la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, mais en les rattachant directement aux analyses du Capital et en se référant précisément à un certain nombre de textes significatifs.

II. « LE CAPITAL » ET LA THEORIE DE LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT

On ne trouve pas dans « le Capital » uniquement l'étude des antagonismes permanents du capitalisme et de leur tendance générale à l'approfondissement, entraînant la nécessité de leur dépassement révolutionnaire. Si cette étude domine dans le livre premier, longtemps seul traduit de façon correcte en français, on rencontre également, dans « le Capital » l'étude rigoureuse du mouvement de croissance du capitalisme vers ses limites.

LES FONDEMENTS ECONOMIQUES DE LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT

Devant la crise ouverte depuis quelques années de la société française capitaliste, les hommes du grand capital doivent finalement reconnaître, dans une certaine mesure, la gravité nouvelle des problèmes sociaux. Ils s'évertuent, néanmoins, à situer

la question hors de sa base économique et politique, pour ne pas mettre en cause le capitalisme. Ainsi, Pompidou déclare, dans son discours à l'U.N.E.S.C.O. de novembre 1971, en évoquant la « société désaccordée et mise en cause », « la question, à mon sens, n'est ni économique ni politique, elle est morale et métaphysique ».

Cependant, un certain nombre d'économistes non marxistes ont fini par reconnaître qu' « il n'est plus question aujourd'hui dans tout le monde occidental, que d'inflation inguérissable, que de ralentissement de la croissance... de dégradation du mode de vie » (1).

Nous avons expliqué, quant à nous, qu'il ne s'agit pas de crise de civilisation mais de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat. Et c'est à partir de la théorie de la suraccumulation exposée par Marx dans « le Capital » que nous pouvons expliquer, dans leurs fondements, et le capitalisme monopoliste d'Etat et sa crise, phase cruciale ouverte depuis quelques années de la crise générale du capitalisme. C'est d'ailleurs sur la base scientifique de cette analyse marxiste que nous avons pu parler les premiers de la crise récente de la société française capitaliste.

L'analyse de la suraccumulation, faite dans le livre troisième du « Capital », a été jadis relativement négligée par le mouvement ouvrier, préoccupé surtout d'assimiler les enseignements fondamentaux sur l'exploitation ou sur la tendance générale à la concentration conduisant à l'expropriation socialiste. Mais, aujourd'hui, son actualité est plus grande que jamais. La théorie de la suraccumulation permet en effet l'explication scientifique du capitalisme monopoliste d'Etat et celle de sa crise. Elle permet donc d'élucider la base économique de l'issue de cette crise dans notre pays, c'est-à-dire la base économique des transformations démocratiques très profondes, ouvrant la voie au socialisme, proposées par le Programme commun des communistes, des socialistes et des radicaux de gauche.

LOI DE TENDANCE A LA BAISSSE DU TAUX DE PROFIT ET SURACCUMULATION DU CAPITAL

Suraccumulation signifie excès d'accumulation, ou capital accumulé en quantité excédentaire, car la plus-value, malgré sa croissance, devient insuffisante pour rémunérer le capital en excédent et lui permettre de fonctionner normalement.

Le principe de la tendance à la baisse du taux de profit — rapport du profit au capital total avancé — a souvent été évoqué dans les ouvrages théoriques marxistes. Cependant, alors que la section du livre troisième du « Capital » intitulée « Loi de la tendance à la baisse du taux de profit » comprend les chapitres 13, 14 et 15, en général, jusqu'à ces dernières années,

1. F. Perroux, J. Denizez, H. Bourguignat : **Inflation, dollar, euro-dollar**, Paris, 1971, p. 26.

2. Le capital pour sa partie représentant les moyens de production matériels est dit « constant », car sa valeur est seulement transmise au produit dans la production ; tandis que l'élément du capital représentant les salaires est dit « variable », car il est à l'origine de la variation de valeur exprimée par la production de plus-value.

on ne se référerait qu'au chapitre 13, le premier et le plus simple, intitulé « Nature de la loi ». Il explique que, dans l'économie capitaliste, avec le progrès technique, tend à s'élever la composition organique du capital. La composition organique du capital est le rapport en valeur capital constant/capital variable comme expression de la composition technique du capital : moyens de production matériels / travail vivant (1). Par suite de l'élévation de la composition organique du capital, le taux de profit doit **en principe baisser**. En effet, la partie du capital avancé qui est à l'origine de la plus-value, ou capital variable, croît moins que le capital total, variable + constant, avancé. Cependant, dans la réalité concrète, on s'aperçoit qu'il n'y a ni baisse continue ni baisse uniforme du taux de profit capitaliste, mais baisse par saccades, affectant davantage certaines parties du capital que d'autres et interrompue par des relèvements du taux.

Se servir du seul chapitre 13 du livre troisième du « Capital » pour expliquer la réalité historique concrète, comme celle du capitalisme monopoliste d'Etat par exemple, c'est amputer gravement la théorie marxiste réduite à l'a.b.c. et aboutissant à une analyse dogmatique. Le chapitre 14, intitulé « Causes qui contre-carrent la loi », évoque les mouvements permettant jusqu'à un certain point le relèvement du taux de profit, malgré la tendance à l'élévation de la composition organique du capital, comme la hausse du taux de plus-value ou encore la baisse de valeur des éléments du capital constant. Quant au chapitre 15, intitulé « Développement des contradictions internes de la loi », il montre comment le jeu des contre-tendances implique d'abord la suraccumulation du capital et la baisse effective du taux de profit. Il montre aussi comment la reprise de l'accumulation, permise par ce jeu des contre-tendances, aboutit de nouveau à la suraccumulation sur une base élargie et à la baisse du taux de profit. Il permet seul le passage à l'analyse de l'évolution capitaliste dans la réalité phénoménale totale, malgré son état inachevé, interrompu par la mort de Marx.

« Pour comprendre cette suraccumulation... il suffit de supposer qu'elle est absolue [...].

« Il y aurait surproduction absolue de capital dès que le capital additionnel destiné à la production capitaliste égalerait 0. Or la fin de la production capitaliste, c'est la mise en valeur du capital ; c'est-à-dire l'appropriation de surtravail, la production de plus-value, de profit. Donc, dès que le capital aurait augmenté par rapport à la population ouvrière dans des proportions telles que ni le temps de travail absolu, que fournit cette population, ne pourrait être prolongé, ni le temps de surtravail relatif étendu... donc, si le capital accru ne produisait qu'une masse de plus-value tout au plus égale et même moindre qu'avant son augmentation, alors il y aurait surproduction absolue de capital ; c'est-à-dire que le capital augmenté $C + \Delta C$ ne produirait

pas plus de profit... que le capital C avant qu'il ne s'accroisse de ΔC . » (« le Capital », Livre troisième, t. I, p. 264) (1).

1. Nous citons par la suite « le Capital », en indiquant uniquement les livres, tomes et pages.

En développant, on peut présenter schématiquement les phénomènes comme suit. Dans la réalité concrète, quand l'élévation de la composition organique du capital exige la baisse du taux de profit, les capitalistes peuvent augmenter les prix pour augmenter les profits sur la base de la demande accrue de moyens de production et, grâce à une inflation de crédit, continuer à accumuler rapidement. Mais avec la limitation des salaires, en raison même notamment de l'élévation de la composition du capital et de la limitation de revenus fixes, la consommation populaire ne peut plus suivre cette hausse des prix et de la production. Au bout d'un certain temps, une surproduction apparaît qui se répercute sur les moyens de production, révélant le capital accumulé en excédent et provoquant la baisse effective du taux de profit.

Cette suraccumulation se manifeste tout particulièrement dans les crises de surproduction périodiques. Alors, les difficultés des travailleurs en chômage notamment résultent du progrès de la production dans les conditions capitalistes. L'excédent de capital est soit « mis en sommeil » — arrêt de la mise en valeur —, soit mis en valeur à un taux « réduit », soit affecté de pertes — mise en valeur négative — (Livre troisième, t. I, pp. 264-266). Synthétisant ces trois modalités analysées par Marx dans son brouillon inachevé du chapitre 15 du livre troisième du « Capital », nous parlons de « dévalorisation de capital », avec la signification de mouvement en sens contraire de la « valorisation » ou mise en valeur. Cette dévalorisation du capital en excédent permet finalement de relever le taux de profit des autres capitaux. Elle permet le relèvement du taux moyen de profit et la reprise de l'accumulation globale par ses effets tendant à la baisse de prix et de valeur des éléments du capital variable (relevant le taux de plus-value) ou éventuellement des éléments du capital constant, sous la pression de la surproduction, du chômage et de la « rationalisation » de crise.

LONGUES PHASES DE TENDANCE AUX DIFFICULTES ECONOMIQUES ET EXPLICATION DU C.M.E.

« Le Capital », tout en évoquant surtout les crises de surproduction périodiques, indique aussi d'autres solutions de la suraccumulation, concrètement très différentes de celles consécutives à une simple crise de surproduction. Il mentionne ainsi l'exportation de l'excédent des capitaux (Livre troisième, t. I, p. 268). Les capitaux exportés ne réclament plus une part de la plus-value produite dans la métropole, où ils ne sont plus valorisés, mais trouvent une population exploitable et une

plus-value à l'extérieur. Il y a là une explication essentielle du passage à l'exportation systématique des capitaux caractéristique de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, que Lénine rattache d'ailleurs à ce qu'il appelle « l'excédent des capitaux ». On peut expliquer de la même façon un relèvement du taux de profit des monopoles, dans certaines limites, par une certaine réduction de la valorisation des capitaux non monopolistes, caractéristique du stade impérialiste.

Le passage à l'impérialisme se produit pendant la longue période de tendance aux difficultés économiques profondes et de luttes de classes amplifiées de la fin du XIX^e siècle, de 1873 à 1895 environ. Cette période où la suraccumulation est beaucoup plus durable succède à une période de tendance à l'essor de 1850 à 1872. Dans cette première période, l'élévation de la composition organique du capital, d'abord peu importante, était compensée par l'élévation du taux de plus-value. Mais à la fin de la période, la composition organique s'est tellement élevée que l'élévation du taux de plus-value ne peut plus la compenser, situation évoquée par Marx dans « le Capital ».

« Deux ouvriers travaillant douze heures par jour ne peuvent fournir la même quantité de plus-value que vingt-quatre qui ne travaillent que deux heures, même s'ils pouvaient vivre de l'air du temps et n'avaient besoin de travailler du tout pour eux-mêmes. A cet égard, la compensation de la réduction du nombre d'ouvriers par l'accroissement du degré d'exploitation se heurte à certaines limites qu'elle ne peut franchir ; donc, si elle peut entraver la baisse du taux de profit, elle ne saurait la faire cesser. » (Livre troisième, t. I, p. 260).

C'est pourquoi la suraccumulation devient profonde et relativement durable. La solution principale imposée par la concurrence est alors la baisse massive de valeur des capitaux constants accumulés ou du travail nécessaire à la production des moyens de production selon le développement entrepris ces dernières années de l'analyse de Marx. Elle entraîne une tendance à la surproduction beaucoup plus importante et à un chômage beaucoup plus massif et durable, étant donné que le débouché des moyens de production tend à diminuer relativement aux possibilités sociales de production et que le capitalisme n'a pas pour but l'accroissement de la consommation des travailleurs ni celui de leur temps libre.

Nous expliquons de façon analogue la phase du capitalisme monopoliste d'Etat qui succède, à l'intérieur du stade impérialiste, au capitalisme monopoliste simple. Cette succession se produit pendant la longue phase de tendance aux difficultés économiques durables de l'entre-deux-guerres, sous la pression de la lutte de classes amplifiée et déjà de la compétition avec le socialisme qui vient de naître et qui ignore les difficultés de la dépression des années 1930.

Si des fonds publics sont donnés en subvention ou encore prêtés sans intérêt ou à faible taux, une partie du capital en fonction ne réclame pas une mise en valeur aussi importante que celle des capitaux privés de l'entreprise (monopoliste) bénéficiaire, dont le taux de profit est relevé d'autant.

Déjà, dans « le Capital », Marx analysait le cas des chemins de fer, où une partie du capital, en ne recevant que l'intérêt (des actions et obligations), permettait de relever le taux de profit général en dépit de la composition organique élevée dans les chemins de fer (**Livre troisième, t. I, p. 253**).

Aujourd'hui, une entreprise publique de production fonctionnant avec déficit ou sans bénéfice ou avec un taux de profit réduit par rapport au secteur privé, permet le relèvement des taux de profit des capitaux privés monopolistes, par l'intermédiaire des prix des produits de l'entreprise publique et des prix de ses achats. C'est ainsi qu'en France, les nationalisations, après avoir permis le relèvement de l'économie au lendemain de la deuxième guerre mondiale, ont été utilisées par le pouvoir bourgeois en faveur des monopoles. On pourrait aussi évoquer les dépenses publiques de consommation, ou encore les exportations de capitaux publics (dites « aides ») bénéficiant aux exportations de marchandises et de capitaux privés.

NOUVELLE SURACCUMULATION RELATIVEMENT DURABLE ET CRISE DU C.M.E.

L'intervention publique, dans le cadre du C.M.E., favorise la reprise de l'accumulation capitaliste (privée) sur des bases élargies, après les graves dépressions affectant le capitalisme monopoliste entre les deux guerres mondiales. Aussi, elle va de nouveau conduire, à la longue, à un excédent formidable et durable de capital privé. D'où la mise en cause actuelle, de façon beaucoup plus profonde que dans l'entre-deux-guerres, de la structure capitaliste avec la crise du capitalisme monopoliste d'Etat lui-même. La croissance de la plus-value tend aujourd'hui à ne plus permettre de rémunérer avec le même taux de profit la masse colossale et grandissante des capitaux monopolistes.

Cette nouvelle suraccumulation relativement durable va de pair avec l'exaspération de l'exploitation et, notamment, de l'intensification du travail et leurs limites grandissantes. Elle engendre aussi l'amplification des méthodes de gonflement des profits monopolistes par la hausse des prix et l'accélération de l'inflation, favorisée plus que jamais par le financement public de l'accumulation capitaliste, ainsi que de la production et de la consommation en sa faveur. Elle entraîne l'aggravation de la limitation de la croissance des dépenses pour les besoins collectifs

considérablement accrus de la population, afin de réserver le plus possible du prélèvement public et des ressources à l'aide directe et immédiate aux monopoles. La hausse des prix accélérée mine les monnaies. Elle renforce à son tour la recherche de hauts profits faciles par la spéculation monétaire, à partir des immenses capitaux liquides en excédent, dans le cadre de la crise du système monétaire capitaliste, pour l'analyse de laquelle les enseignements du tome II du livre troisième sur le mouvement du capital de prêt sont particulièrement précieux. Elle déclenche l'aggravation nouvelle de la tendance à l'insuffisance des débouchés, aux capacités de production excédentaires, à la surproduction et à un chômage plus massif et plus durable touchant les diverses catégories de travailleurs.

Certes, la tendance dominante aux difficultés nouvelles ou accrues n'empêche pas le maintien du mouvement des hauts et des bas de l'activité économique. Ainsi, après la tendance mondiale au ralentissement ou même au recul de la production très marquée de 1967 à 1971, il y a une tendance mondiale à la reprise depuis la fin 1971, mais s'effectuant dans des conditions beaucoup plus difficiles : hausse des prix rapide, persistance de la crise du système monétaire, maintien d'un chômage important, exacerbation de la concurrence internationale, etc.

Pour expliquer la nouvelle suraccumulation profonde et durable, caractérisant l'ouverture de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, il faut considérer le niveau atteint par la composition organique du capital social. Les études statistiques françaises les plus sérieuses et les plus récentes, sur la baisse de rendement du capital fixe industriel, confirment, indirectement, l'élévation de la composition organique du capital dans la dernière période, c'est-à-dire depuis 1960 (1). Elles s'opposent ainsi aux appréciations optimistes, sur l'élévation persistante du rendement du capital fixe, ayant valeur d'idée reçue chez les économistes officiels les plus en renom, prétendant s'opposer à la « dramatisation » par Marx du « pessimisme » du XIX^e siècle (2). Les statistiques américaines confirmaient déjà qu'après la deuxième guerre mondiale, le rapport « capital/produit » ne tendait plus à baisser, contrairement à ce qu'il faisait dans l'entre-deux-guerres et aux idées reçues qui en ont découlé. Cependant, dans les conditions actuelles, il faut aussi faire intervenir le rôle des « frais » d'une ampleur tout à fait nouvelle, pesant sur la plus-value. Ces frais aggravent aujourd'hui les difficultés fondamentales du taux de profit, contrairement à leur rôle concernant les débouchés en liaison avec la composition organique déprimée du capital social au début de la longue phase de tendance ascendante de l'après-guerre. Marx a déjà analysé les « faux-frais » de la production capitaliste venant en « déduction de la plus-value », malgré leur nécessité pour le développement de la production capitaliste, à propos des dépenses de pure commercialisation dans le livre deuxième du « Capital » (Livre

1. Voir Jacques Malresse, *L'estimation du capital fixe productif*. « Economie et statistique », juillet-août 1971. Il convient d'y considérer l'évolution du rapport du capital fixe net de « l'amortissement », dans « l'industrie », à la valeur ajoutée potentielle (maximum) de la production. Le capital constant comprend, en outre, les matières premières et l'énergie.

2. Pierre Massé et Pierre Bernard : *Les dividendes du progrès*, Paris, 1969, p. 134.

deuxième, t. I, p. 137). Il convient aujourd'hui de considérer, outre les dépenses de commercialisation et de publicité, les dépenses d'armement. Mais il faut aussi faire intervenir les dépenses de recherche, d'éducation et de santé exigées par le développement des forces productives modernes. Ces dernières dépenses ont tendu à croître massivement malgré les efforts de freinage et de compression des monopoles et de leur pouvoir, efforts considérablement accrus avec la crise du C.M.E.

Pour bien comprendre l'explication des fondements de la crise du C.M.E. par la nouvelle suraccumulation relativement durable, il convient encore d'insister sur deux aspects de la question. Tout d'abord, la suraccumulation en question déclenche un long processus d'éclatement des antagonismes capitalistes fondamentaux, approfondis et élargis dans le cadre du développement du C.M.E. Ensuite, le fond technologique de cette suraccumulation est constitué par des transformations telles qu'elles ont engendré une révolution technique nouvelle. Les débuts de cette révolution technique constituent le fondement le plus profond de la crise du C.M.E. comme phase cruciale de la crise générale des rapports de production capitalistes, exigeant le passage universel au mode de production collectiviste, au socialisme et, au-delà, au communisme lui-même (1).

LE DEVELOPPEMENT DES ANTAGONISMES DU MODE CAPITALISTE NORMAL DE PROGRES TECHNIQUE

Comme le démontre le livre premier du « Capital » (et d'une autre façon le livre deuxième), le but déterminant des capitalistes n'est pas la valeur d'usage et la consommation des produits. Leur but est la plus-value issue de l'exploitation, l'accumulation de la plus-value en capital, la mise en valeur du capital, obtenant une plus-value, un profit (**Livre premier, t. 3, p. 32**). D'où la tendance à la poursuite du processus d'accumulation et de rentabilisation du capital accumulé, sur des bases indéfiniment élargies.

C'est pourquoi, comme nous l'avons précisé dans la première partie de cette étude, le mode de production capitaliste connaît l'exploitation de l'homme par l'homme, la plus radicale de toute l'histoire, avec la domination du travail vivant par la croissance de son produit, par le travail cristallisé en moyens matériels accumulés entre les mains des capitalistes.

Mais aussi, le développement de la production matérielle ne rencontre pas les limites de la consommation personnelle de la classe dirigeante, en visant l'accumulation indéfinie en valeur. En même temps, le progrès de la productivité du travail s'effectue de façon normale ou dominante par la croissance du travail dépensé pour les moyens matériels de production, par l'accumulation du travail passé contenu dans ces moyens permettant

1. Nous ne pouvons traiter, dans les limites de cet article, des aspects spécifiques de la crise du C.M.E. sur le plan des relations internationales ou dans les pays sous-développés dominés par l'impérialisme. Voir notamment sur ces questions **Le capitalisme monopoliste d'Etat, Traité d'économie politique marxiste**, Editions sociales, t. II, chapitre VIII, en particulier pp. 99-107 et 159-167.

d'élever la productivité du travail vivant, dont la quantité exigée pour un même produit est diminuée (cf. **Livre troisième, t. I, p. 226**).

Après le stade primitif du capitalisme, celui de la manufacture, la révolution industrielle du XVIII^e siècle, entraînant le passage au stade classique, celui de la fabrique, permet la meilleure adéquation des rapports économiques capitalistes au caractère des forces productives matérielles. En effet, la révolution industrielle est caractérisée essentiellement, sur le plan technologique, par l'introduction systématique de la « machine-outil » remplaçant la main de l'artisan ou de l'ouvrier manufacturier dans la production. C'est ce que démontre le livre premier du « Capital », en expliquant que le moteur mécanique comme la machine à vapeur n'est qu'une condition fondamentale de l'essor de cette révolution technique (**Livre premier, t. II, pp. 60-61**). L'artisan assez complet dans son domaine, de type médiéval, peut alors, bien plus massivement que par la manufacture (ou atelier en grand combiné), être remplacé par le prolétaire de la fabrique.

Le travail parcellaire de ce dernier tend à être réduit à la mise en œuvre, à la surveillance et à la correction de machines-outils toujours plus exigeantes, à servir les machines, mais aussi à boucher les trous de la mécanisation en agissant lui-même comme une pièce du mécanisme, à être un « accessoire conscient » de la machine (**Livre premier, t. II, p. 162**). Mais, en même temps, l'outil peut progressivement être émancipé des bornes individuelles des travailleurs et le procès de travail, objectivé sur une échelle grandissante, tend à utiliser de plus en plus l'application des sciences de la nature (**Livre premier, t. II, p. 164**).

Cependant, avec cette socialisation des forces productives va se développer aussi l'antagonisme interne du mode de production. En effet, cette façon « normale » capitaliste de faire progresser la productivité du travail, en augmentant la quantité de travail contenu dans les moyens de production, ne constitue pas la méthode absolue, unique, mais une méthode unilatérale, historique, transitoire. Bien plus, à partir d'un certain degré de progression, cette méthode rend nécessaire son contraire : la réduction du travail dépensé pour les moyens matériels de production, l'accroissement des dépenses de développement des hommes de leur éducation, de leur science, etc.

La limite du mode normal, ou plus exactement dominant, de progression technique de la production capitaliste, se manifeste quand éclate la suraccumulation profonde et relativement durable de capital. Il en est ainsi à la fin du XIX^e siècle, ce qui provoque le passage au stade suprême impérialiste du capitalisme ou capitalisme monopoliste ou, bien plus encore, avec la suraccumulation entraînant la longue phase de tendance dépressive de l'entre-

deux-guerres qui a conditionné le passage à la phase du capitalisme monopoliste d'Etat.

Ainsi, pendant la phase de tendance aux essors soutenus, comme celle de 1896-1914, la « belle époque » impérialiste, l'élévation de la composition organique du capital social est périodiquement compensée par l'élévation du taux de plus-value. Mais tandis que la composition organique s'élève graduellement, la part du travail vivant (mis en mouvement par le capital variable) diminue par rapport au travail cristallisé accumulé, à un tel point que la plus-value produite ne peut plus suffire à rendre profitable le capital. La solution de la hausse du taux de plus-value par l'utilisation du progrès de la productivité est freinée par le niveau atteint par le taux de plus-value et surtout par la hausse de la composition organique du capital lui-même. La masse du travail passé accumulée en moyens de production (pour élever la productivité du travail vivant) devient telle que la croissance de la productivité du travail total consommé dans la production, passé et vivant, en est freinée.

C'est dans ces conditions que la suraccumulation profonde et durable apparaît. Ainsi, de 1919 à 1944 environ, la concurrence pour le débouchés et le maintien du taux de profit déclenche la tendance au progrès accéléré de la productivité surtout par diminution du travail contenu dans les moyens de production. Cela va de pair avec la tendance à une surproduction importante, à un chômage massif et durable, principalement dans les années 1930. En effet, le but déterminant de la production capitaliste étant l'accumulation des moyens matériels et non les dépenses pour les hommes, la diminution des dépenses en moyens de production accumulés, pour une même production, engendre un excédent de produits et de travail social.

La période de tendance aux essors importants qui se situe après la deuxième guerre mondiale de 1945 à 1967 s'explique par l'épanouissement du capitalisme monopoliste d'Etat. Alors les nationalisations, notamment, permettent les économies d'éléments importants du capital constant en valeur (par la rationalisation à l'échelle nationale) et en prix (par leur non exigence du taux de profit). Elles contribuent, toutefois, grâce au financement public, à l'essor de la demande. On assiste, d'ailleurs, aussi à l'accroissement des dépenses publiques et du temps de la vie des jeunes pour l'éducation ou des dépenses de santé. Cependant, le but déterminant de toutes ces dépenses reste le taux de profit et l'accumulation du capital privé, favorisés par l'Etat, en liaison avec le mode capitaliste dominant de progression de la productivité. D'où, notamment, la tendance à l'approfondissement de la scission entre travail intellectuel et manuel. On a d'un côté la masse croissante d'ingénieurs, techniciens, cadres, enseignants, chercheurs, mais aussi, de l'autre, la masse croissante d'ouvriers peu qualifiés et d'O.S. D'où aussi le freinage de la croissance des dépenses d'éducation.

En même temps, on assiste graduellement à une nouvelle hausse de la composition organique du capital, avec les accumulations de l'achèvement de l'industrialisation et des débuts de la révolution de l'automation, ce qui finit par provoquer la formidable suraccumulation actuelle. L'épanouissement de la révolution scientifique fondée sur l'automation ne nécessite pas seulement une diminution sans précédente du travail contenu dans les moyens de production pour une même production. Il nécessite en même temps un bouleversement historique fondamental du mode de progrès technique, faisant désormais dominer les dépenses pour les hommes et donc condamnant les rapports de production capitaliste dans leur fondement le plus profond.

LES DEBUTS DE LA REVOLUTION SCIENTIFIQUE

La révolution technologique d'ensemble fondée sur l'automation peut être définie précisément à partir de la théorie de la révolution industrielle exposée dans le livre premier du « Capital ». Le cœur technologique de la révolution industrielle est constitué par la machine-outil.

« C'est la machine-outil qui inaugure au XVIII^e siècle la révolution industrielle... Dès que l'instrument, sorti de la main de l'homme est manié par un mécanisme, la machine-outil a pris la place du simple outil. Une révolution s'est accomplie alors même que l'homme reste le moteur. Le nombre d'outils avec lequel un homme peut opérer en même temps est limité par ses propres organes... C'est... l'organe de l'opération manuelle que la révolution industrielle saisit... laissant à l'homme la nouvelle besogne de surveiller la machine et d'en corriger les erreurs de sa main... » (Livre premier, t. II, pp. 60-61).

Ce remplacement de la main maniant l'outil est un processus très long qui se poursuit au cours de l'évolution du capitalisme. Il connaît un stade nouveau à la fin du XIX^e siècle avec la mécanisation complexe de « l'usine » conditionnée notamment par l'utilisation de nouveaux moteurs, électriques, etc.

Cependant, l'automation, qui s'introduit dans la période qui suit la deuxième guerre mondiale, inaugure une nouvelle révolution technologique d'ensemble, tandis que le processus issu de la révolution industrielle tend à s'achever en liaison avec les progrès de l'automation elle-même. Certaines des meilleures définitions de l'automation reprennent les termes mêmes que « le Capital » emploie à propos de la nouvelle besogne « de surveiller [contrôler] la machine et d'en corriger les erreurs de sa main » à laquelle tend à être réduit l'ouvrier après la révolution de la machine-outil, qui peut aujourd'hui être effectuée par des moyens matériels.

« Il y a automation quand une machine accomplit le travail de l'homme tout en contrôlant ses propres opérations et en corri-

geant même ses propres erreurs. » (Gardellini, cité par L. Salle-ron, « l'Automation », 1956, p. 9).

« L'automation implique le remplacement de processus mentaux pour la surveillance du travail [de la machine] ». (J. Crispo, in « Les tâches automatisées ». Séminaire international, Washington, décembre 1964.)

La révolution de la machine-outil a progressivement entraîné le passage de l'industrie, du rôle d'activité secondaire dans le cadre d'une économie agricole, au rôle d'activité prédominante : d'où l'expression de révolution industrielle. Elle a permis au stade classique du capitalisme de s'instaurer et de triompher des modes de production antérieurs à l'échelle nationale et mondiale.

De même, aujourd'hui, on peut avancer que la révolution de l'automation entraînera graduellement le développement du travail scientifique (de la recherche, de gestion, d'éducation) jusqu'à lui donner le rôle d'activité prédominante à l'échelle sociale et même du point de vue de la production matérielle : tel serait le sens le plus profond de l'expression de révolution scientifique. Elle permettra d'éliminer complètement le travail strictement manuel, dans la mesure où la main résiste à la substitution d'organes technologiques comme main « consciente » avec le rôle de contrôle et de correction de la machine. Elle permettra au stade classique du collectivisme, le communisme (caractérisé, entre autres, selon Marx, par la suppression des différences essentielles entre travail manuel et intellectuel) de succéder au stade primitif, socialiste, et au mode de production nouveau de triompher à l'échelle mondiale. Mais il s'agit d'un long processus dépendant des luttes sociales.

Le capitalisme monopoliste d'Etat, tout en stimulant le développement des nouvelles techniques, le fait pour élever le taux de plus-value et le taux de profit, en vue de l'accumulation et de sa rentabilisation. C'est pourquoi il exerce, en même temps, une résistance irréductible aux potentialités libératrices du prolétariat, présentées et exigées par la révolution technologique nouvelle. C'est d'ailleurs ce mouvement double, antagonique, appuyant en même temps, pour ainsi dire, sur l'accélérateur et sur le frein, qui fait s'emballer la machine économique et sociale et que l'on retrouve au fond de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat.

AGGRAVATION EXTREME DES OBSTACLES AU PROGRES TECHNIQUE ET DE SES ANTAGONISMES CAPITALISTES

Les nouveaux matériels sont loin d'être introduits par les monopoles pour diminuer la peine des hommes, pour permettre une réduction massive de leur temps de travail, dégager le temps et les ressources nécessaires à l'épanouissement de leurs facultés.

Au contraire, domine toujours la recherche systématique de la différence maximum entre la valeur du salaire et la quantité de travail fournie.

Les capitalistes s'efforcent de profiter plus que jamais de « l'élasticité » du « matériel humain » qui fait qu'il peut fournir plus de travail en quantité, en intensité ou en quantité pour le même coût ou presque ; ils veulent « tendre l'élasticité humaine et broyer toutes les résistances » (Livre premier, t. II, p. 86 et pp. 92-94). C'est pourquoi, en même temps qu'ils cherchent à introduire les moyens de production et les techniques les plus modernes sous la pression de la concurrence, techniques exigeant une élévation générale importante de la qualification moyenne et de nouvelles conditions de travail, les monopoles capitalistes freinent et empêchent le développement conséquent de la révolution technique nouvelle commençante. Ils s'efforcent de déclasser les travailleurs grâce aux nouveaux matériels (ouvriers professionnels remplacés par des O.S.), de parcelliser les formations nouvelles au poste y compris pour les techniciens et ingénieurs, d'accroître l'intensité du travail, de maintenir la masse des bouche-trous mal payés de la mécanisation, de la pré-automatisation et de demi-automatisation, au travail particulièrement fatigant sur le plan nerveux ou dangereux et toujours traité comme des « accessoires conscients » de la machine.

Dans une usine « très moderne », chez Renault au Mans, le travail d' « alimentation » de la machine-outil peut être maintenu quand il serait possible techniquement de le supprimer par une mécanisation complète. Le contrôle s'effectue par opérateurs, sur tableaux, ou encore les outils sont changés par le travailleur, quand il pourrait y avoir automatisation complète. Qu'il s'agisse des ouvriers de l'industrie semi-automatisée du ciment en France ou des techniciens de l'informatique, comme par exemple des inspecteurs ordinateurs de chez Burroughs, la formation est parcellisée pour écraser avec la qualification le salaire tout en faisant peser le risque de déclassement ultérieur.

L'excès de capital constant accumulé est devenu tel qu'avec les difficultés nouvelles du taux de profit et du progrès de la productivité relativement à celui de l'accumulation, les capitalistes commencent à rechercher la diminution du capital avancé et consommé par unité de produit. Ce qui, dans les conditions capitalistes, développe le chômage. Mais ils freinent la solution nécessaire de baisse massive de valeur du capital constant accumulé par unité de produit, dans la mesure où elle s'exprime par la baisse des prix (et des profits) sur les nouveaux matériels vendus. Le coût actuel des éléments du capital constant en valeur (travail contenu) et aussi en prix (avec les exigences du taux de profit inflationniste) freine l'élévation du rapport technique moyen de production/travailleur, qui serait stimulée par la baisse de valeur et de prix des éléments du capital constant.

C'est ainsi que dans une raffinerie ultra-moderne comme celle de Shell-Berre à Pauillac, livrée en novembre 1970, au lieu du système entièrement automatisé, avec deux ordinateurs contrôlant et corrigeant tout le processus productif, déjà installé de 1966 à 1969 aux Etats-Unis mais considéré comme trop coûteux lors de la crise de 1969-1970, les opérateurs humains (moins coûteux en France d'ailleurs) permettent de n'utiliser qu'un ordinateur.

Cependant toutes ces tendances et exigences capitalistes entrent désormais en contradiction beaucoup plus graves que par le passé avec les exigences des nouveaux moyens de production, comme le prévoyait « le Capital ». Les nouveaux instruments réclament, en général, une formation plus variée, plus abstraite, l'esprit d'initiative et la capacité de décision, avec des conséquences considérables étant donné le coût des matériels et des erreurs. Sous la pression conjuguée des luttes des travailleurs, prenant conscience du caractère intolérable de leur situation, et des exigences nouvelles de la productivité, le pouvoir et le patronat songent à faire quelques concessions, mais qui ne changent rien à l'essentiel. Il s'agit de modifier l'atmosphère des relations, de donner l'impression de responsabilité et de dignité, grâce notamment à la « participation » des travailleurs... à leur propre exploitation qui demeure la loi, comme nous l'avons vu dans la première partie de cette étude.

On s'efforce davantage de « réformer » le système d'éducation général et de formation professionnelle, sous la pression des luttes et des besoins techniques nouveaux de qualification et de recyclage. Mais ici aussi les réformes, essentiellement insuffisantes, révèlent mieux les maux du système en crise. La contradiction devient intolérable entre les besoins énormes de dépenses pour l'éducation et les impératifs de freinage de prélèvement au détriment de la plus-value pour les consommations collectives. L'insuffisance fondamentale des nouvelles mesures est patente par rapport aux besoins, aussi bien pour la quantité de crédits que pour les modalités, avec la parcellisation et la ségrégation des formations. La loi du système reste le profit et l'accumulation du capital, comme le proclame d'ailleurs Pompidou, chantant les vertus du « profit » et de l'investissement industriel, ainsi que ses ministres, de Giscard d'Estaing à Edgar Faure.

Mais les antagonismes capitalistes du progrès des forces productives tendent aujourd'hui vers leur extrême.

Déjà « le Capital » concluait l'analyse de la suraccumulation en ces termes : « On s'aperçoit ici, sur le plan purement économique, ...du point de vue de la production capitaliste elle-même... qu'elle n'est pas un système de production absolue, mais un simple mode historique de production, correspondant à une certaine époque de développement restreint des conditions matérielles de production » (**Livre troisième, t. I, p. 272**).

La nouveauté de la situation actuelle résulte précisément du lien de la suraccumulation durable et de sa dilapidation de ressources avec les débuts de la révolution technique scientifique. En conséquence, il n'est plus question de faire la part du feu, à l'issue d'une longue phase de tendance aux difficultés plus importante. Ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas une modification de structure permettant finalement, malgré un certain développement des dépenses pour les hommes, de maintenir le but déterminant du profit et de l'accumulation capitaliste, comme avec le passage au C.M.E. C'est ce système du C.M.E. qui est lui-même en crise. Les forces productives rendent nécessaires désormais le passage à des modalités du progrès technique fondées de façon prédominante sur le développement des hommes, de leur consommation, de leur temps de formation, de leur temps libre, et donc le passage révolutionnaire, quoique graduel, à des rapports de production essentiellement différents de ceux du capitalisme fondés sur la propriété privée des moyens de production. Mais l'issue effective dépend des luttes.

LE GACHIS RESULTANT DE L'ACCUMULATION CAPITALISTE DEVIENT INTOLERABLE

Le but de chaque capitaliste est l'accumulation du capital et sa rentabilisation par le profit, permettant une accumulation supérieure. Peu lui importe si pour cela il fait produire du pain ou des livres ou encore des avions de bombardement, de la drogue, ou s'il achète des terrains ou des monnaies étrangères ou même des actions d'une maison protégée par un député U.D.R.

Avec la suraccumulation très profonde et relativement durable qui commence à se révéler à la fin des années 1960, les immenses capitaux en excédent recherchent la rentabilité à tout prix. D'où l'énorme extension des placements parasites toujours baptisés « investissements », ne servant pas à élever la productivité du travail et même pour certains s'opposant directement à cette élévation et à l'accroissement de la production. Dépenses de publicité et de commercialisation excessives, dépenses d'armement, investissements spéculatifs sur les terrains, ou sur l'or et sur les monnaies avec les immenses capitaux liquides en excédent errant de pays en pays.

Les investissements dits productifs eux-mêmes connaissent la dilapidation des double-emplois dans le cadre de la concurrence capitaliste à l'échelle des gigantesques monopoles qui se disputent la production nationale. Mais l'ampleur de cette dilapidation s'accroît considérablement avec le caractère exacerbé de la concurrence. Avec la socialisation des forces productives s'amplifient les coûts sociaux engendrés par des accumulations privées ne supportant pas les coûts collectifs qu'elles provoquent : usure,

accidents, dépenses de santé des hommes, dépenses d'infrastructure, pollutions, etc.

Déjà « le Capital » soulignait : « Le système capitaliste, il est vrai, impose l'économie des moyens de production à chaque établissement pris à part ; mais il ne fait pas seulement de la folle dépense de la force ouvrière un moyen d'économie pour l'exploiteur, il nécessite aussi, par son système de concurrence anarchique, la dilapidation la plus effrénée du travail productif et des moyens de production sociaux, sans parler de la multitude de fonctions parasites qu'il engendre et qu'il rend plus ou moins indispensables » (Livre premier, t. II, p. 201). (1).

Ce gâchis des ressources matérielles et humaines éclate avec la suraccumulation relativement durable et la tendance renforcée au chômage. Mais désormais, dans le cadre des exigences de la révolution scientifique commençante, il atteint des limites telles qu'il s'oppose à l'épanouissement de la révolution technologique d'ensemble. Etant donné la socialisation formidable de la production qu'engendre cette révolution, on ne peut plus laisser les sociétés privées gaspiller les ressources collectives, les ressources naturelles utilisées de façon anarchique et celles, plus décisives que jamais, que constituent les hommes eux-mêmes, en empêchant le développement systématique de leurs facultés.

« Le capital produit essentiellement du capital ; il ne le fait que dans la mesure où il produit de la plus-value... ce principe est à la base du mode de production propre à l'ère capitaliste : forme particulière du développement des forces productives sociales du travail, mais en tant que forces autonomes du capital, face à l'ouvrier et en **opposition directe avec son propre développement** ». Mais : « Lorsqu'elle est parvenue à un certain degré de maturité, cette forme historique donnée est dépouillée pour faire place à une forme supérieure. On voit que **le moment d'une crise de ce genre est venu, lorsque s'approfondissent la contradiction et l'opposition entre les rapports de distribution, partant l'aspect historique défini des rapports de production correspondants et les forces productives, la capacité de production et le développement de leurs agents** » (Livre troisième, t. 3, pp. 255 et 258, souligné par nous).

Certains, comme M. Mansholt, évoquent à propos du gâchis des ressources naturelles la nécessité de « planification » tout en gardant la domination des monopoles capitalistes et en même temps qu'ils préconisent la limitation de la croissance de la consommation et de la population. Au contraire, la question centrale est celle du but déterminant de la production et de la logique du développement économique tels qu'ils sont imposés par la domination de l'économie par la propriété capitaliste des monopoles. Il n'est pas possible d'humaniser les fins de la croissance économique, en gardant la domination des monopoles capitalistes, comme le prétend la démagogie du grand capital de Giscard d'Estaing à Edgar Faure en passant par le C.N.P.F.

1. Sur les gâchis actuels résultant de la domination des monopoles capitalistes en France, voir notamment: Claude Quin, **Ce que coûte le capitalisme à la société**, publication hors-série d'« Economie et Politique », octobre 1972, 72 pages.

Il faut d'ailleurs, désormais, changer à la fois le but et les modalités de la croissance. Ainsi on peut commencer à substituer, à l'échelle nationale du moins, aux buts et aux moyens déterminants du profit et de l'accumulation, ceux des besoins de développement des travailleurs en supprimant la dictature du grand capital sur l'économie. C'est ce que propose le Programme commun de gouvernement des partis socialiste et communiste et des radicaux de gauche. En effet, au cœur de ce programme se trouve, notamment, en liaison avec un changement fondamental du rôle des besoins populaires dans le développement économique, la nationalisation des principaux monopoles des secteurs-clés de l'économie, dispositions qui ont fait crier au scandale.

LE « CAPITAL » ET LES BASES DU PROGRAMME COMMUN DE DEMOCRATIE ECONOMIQUE ET POLITIQUE

Ne touchez pas au grand capital ! dit l'un ; c'est au contraire plus d'accumulation de capital qu'il nous faut ! dit l'autre.

Paul Fabra prétend que la croissance économique que nous connaissons depuis vingt-cinq ans n'est pas vraiment capitaliste, car « elle privilégie excessivement la consommation... au détriment de la formation de capital de la collectivité » ! (« Le Monde » du 12 août 1972). Si l'on veut dire que la consommation, même en y comprenant le gaspillage de la consommation de luxe et militaire, a crû plus vite que l'accumulation du capital, c'est une contre-vérité, comme le révèlent les statistiques officielles elles-mêmes, et tout particulièrement depuis 1960 (1).

Ainsi se confirme le but déterminant de l'accumulation démontré par « le Capital ». Quand on parle d'excès de consommation et d'insuffisance de formation de capital, on est en accord avec la volonté d'accumulation prioritaire et à tout prix du pouvoir.

Les dépenses de développement des hommes organisées par le Programme commun sont considérées comme une charge intolérable sur les entreprises, renforçant la prétendue insuffisance de formation de capital. Mais, tout d'abord, en déplorant le retard des équipements sociaux collectifs, on utilise la définition bourgeoise de « capital » qui y fait entrer tous les « équipements durables », alors qu'il s'agit de développer les équipements collectifs pour les hommes dans le programme. Ensuite, les dépenses de consommation personnelle et collective (autorisant l'essor nouveau de la formation des hommes, des dépenses de santé, etc.) suscitent un développement des débouchés intérieurs permettant de lutter contre la tendance aggravée à la surproduction, à l'accumulation spéculative, au chômage, au freinage des nouvelles techniques de production de masse économisant les moyens de production par rapport à la quantité de produits. Enfin, elles développeront les conditions humaines de plus en plus décisives

1. Ainsi, pendant le IV^e Plan (1962-1965), la « consommation totale » (« ménages » + « administration ») croît de 6,2 % par an en moyenne, mais les « investissements dits productifs » de 8,8. Pendant le V^e Plan (1966-1970), de 5,1 contre 8,9. Les prévisions du VI^e Plan (1971-1975) sont de 5,4 contre 8,8. Il faut en outre tenir compte, pour le VI^e Plan, des accumulations spéculatives accrues et du fait que les prévisions étaient beaucoup plus optimistes que les réalisations pour l'écart consommation - investissements dans le V^e Plan.

du progrès de la productivité et de la production. Tout cela suppose, bien sûr, que la propriété capitaliste ne domine plus l'économie avec ses exigences d'accumulation indéfinie et anarchique, qu'une « nouvelle logique » du fonctionnement et du développement économiques soit rendue possible par les nationalisations devenues dominantes à l'échelle nationale.

Les conclusions du « Capital » sur la nécessité de l'appropriation collective des moyens de production sont désormais devenues une exigence de la pratique pour sortir de la crise où le capitalisme embourbe la société française.

Les analyses du « Capital » montrent aussi que contrairement à certaines déclamations soi-disant révolutionnaires, la lutte contre le réformisme — prétendant aménager au mieux la société en conservant la domination de la propriété capitaliste — ne signifie en aucune façon la nécessité de l'expropriation totale d'un seul coup de tous les capitalistes.

« Le Capital » explique comment déjà le passage au capitalisme s'est produit au cours d'une phase de transition, celle de l'« accumulation primitive ». Pendant cette phase, la bourgeoisie ascendante a utilisé le pouvoir d'Etat pour réduire graduellement les résistances à l'installation du nouveau système et pour accélérer par la contrainte organisée de la loi la dissolution révolutionnaire de l'ordre économique féodal. Marx souligne à propos des méthodes de l'accumulation primitive : « Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abréger les phases de transition » (**Livre premier, t. III, p. 193**).

Bien sûr, le contenu même de l'Etat doit changer progressivement de façon beaucoup plus radicale qu'il ne l'avait fait alors, avec la démocratie économique et politique ouvrant une phase de transition au socialisme. Mais tandis que Edgar Faure ou Pierre Drouin évoquent la domination de la « technocratie » et de la « classe de fonctionnaires », détournant l'attention de la domination du grand capital sur l'Etat actuel, la participation réellement démocratique de toutes les couches de travailleurs, y compris les fonctionnaires, à la vie publique peut être organisée par le Programme commun sur la base des transformations de structure permettant les débuts d'une nouvelle logique économique.

L'analyse rigoureuse du « Capital » sur la suraccumulation nous permet de comprendre comment les entreprises nationalisées, parce qu'elles peuvent ne plus respecter pour elles les impératifs de l'accumulation et de la rentabilisation, servent par cette dévalorisation de leur capital le profit et l'accumulation du capital

privé. Mais si, de minoritaires et utilisées par un pouvoir anti-démocratique, elles deviennent dominantes par leur extension et sont utilisées par un pouvoir démocratique, c'est leur règle propre qu'elles peuvent, au contraire, commencer à imposer à l'échelle de l'économie nationale du moins et étendre ensuite progressivement.

LA PERSPECTIVE DU SOCIALISME ET DU COMMUNISME

Une nouvelle logique économique pourra s'installer dans la phase de la démocratie avancée, forme de transition au socialisme. La perspective générale du socialisme et du communisme est aussi éclairée par le **Capital**. Le communisme, stade classique du mode de production collectiviste, est, en raison de la maturation actuelle des forces productives, proche du socialisme particulièrement développé, sur lequel pourra déboucher ultérieurement en France la démocratie avancée. D'ailleurs, les pays socialistes les plus développés comme l'Union Soviétique, ont déjà mis son édification à l'ordre du jour.

Nous commençons à poser des jalons dans cette direction dès le développement de la démocratie avancée. Déjà les pays socialistes, malgré leur retard spécifique et le retard mondial des forces productives, n'ont utilisé l'accumulation des moyens de production que comme moyen. Ils ont pu croître si vite et rattraper le niveau général de développement matériel des pays capitalistes avancés, que grâce à la suppression générale des gâchis et de l'anarchie capitalistes et aussi — on l'oublie trop souvent — au développement culturel plus rapide. Mais désormais, étant donné le niveau mondial des forces productives matérielles et humaines, dont la progression a été stimulée par le défi du socialisme au capitalisme, le communisme est à l'ordre du jour pour toute l'humanité.

Une page célèbre du « **Capital** » indique le principe général du communisme vers lequel tend le développement du socialisme, avec l'accroissement du temps d'activité libre, condition de sa propre croissance, avec le développement de l'homme par l'homme.

« Le surtravail pour autant qu'il est un travail excédant le niveau des besoins donnés devra toujours exister. Dans le système capitaliste, comme dans le système esclavagiste, etc., il ne revêt qu'une forme antagoniste et se complète par l'oisiveté totale d'une partie de la société [...]

« C'est un des aspects civilisateurs du capital que la manière dont il extorque ce surtravail et les conditions dans lesquelles il le fait sont plus favorables au développement des forces productives, des rapports sociaux et à la création des éléments d'une

structure nouvelle et supérieure que ne l'étaient les systèmes antérieurs de l'esclavage, etc. Cela permet, d'une part, d'atteindre une étape où disparaissent la contrainte et la monopolisation, par une fraction de la société au détriment de l'autre, du progrès social (y compris ses avantages matériels et intellectuels) [...]

« La richesse véritable de la société et la possibilité d'un élargissement ininterrompu de son procès de reproduction ne dépendent... pas de la durée du surtravail, mais de sa productivité et des conditions plus ou moins perfectionnées dans lesquelles il s'accomplit. En fait, le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur ; il se situe donc, par nature, au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite [...]

En ce domaine [de la production matérielle], la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. » (Livre troisième, t. III, pp. 198-199.)

Il ne s'agit pas d'un principe général plus ou moins prophétique. Au contraire, l'analyse de la suraccumulation - dévalorisation du capital, l'analyse de la régulation aveugle du mode de production capitaliste, permet de développer l'analyse de la régulation consciente du mode de production collectiviste à partir du progrès des forces productives nouvelles. C'est une première étape de **transition** vers cette régulation nouvelle que représente la nouvelle logique économique de la démocratie avancée (1).

Nous n'avons pu donner qu'un aperçu de l'incroyable richesse théorique du « Capital » et de son actualité surprenante. L'actualité vivante du « Capital » réside non dans la répétition à la lettre de ses analyses pour caractériser les conditions présentes, mais dans leur application profonde aux formes actuelles et aussi dans leur poursuite et leur développement. Etant donné la portée considérable des luttes de classes qui se sont engagées en France, la conscience scientifique des conditions en mouvement de ces luttes joue un rôle décisif.

C'est dire l'importance de l'étude de la théorie du « Capital » et de ses développements actuels, pour le Parti communiste, où fusionne le mouvement ouvrier avec le socialisme scientifique. C'est dire l'importance du développement authentique de la théorie marxiste ne versant ni dans la répétition dogmatique de

1. Sur les questions du passage graduel de la régulation anarchique du capitalisme à une régulation consciente de l'économie, fondée sur d'autres bases, à partir de l'issue démocratique de la crise du C.M.E., voir : *Evolution et fonctionnement économiques, dans la démocratie avancée*. « Economie et Politique », septembre 1971.

l'a.b.c., ni dans le rejet révisionniste de l'acquis scientifique sous prétexte de novation. C'est dire l'importance du travail idéologique pour élever le niveau général des militants à la hauteur des responsabilités nouvelles, contribuer à une juste orientation de l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique, vaincre l'adversaire de classe, construire une société fondamentalement nouvelle.

Les lois analysées dans « le Capital » ne sont pas une sorte d'absolu désincarné et fatal. « Le Capital » lui-même nous montre comment les conditions d'application des analyses et du jeu des lois varient. Il permet de ne pas nous laisser enfermer dans les prétendus équilibres bourgeois éternels. Inversement, « le Capital » nous enseigne le caractère contraignant, rigoureux, des lois économiques historiques. Il nous enseigne le caractère contraignant de la nécessité sociale, même si elle doit changer, grâce aux luttes révolutionnaires, de contenu et de logique, même si elle peut alors fonder une liberté historique sans précédent des masses et des individus.